

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES

MARCHÉ PUBLIC DE SERVICE

**Prestations d'ATMO Marche global sectoriel pour la
création du futur pôle de Médecine et Chirurgie
Buccodentaire sur le site de Xavier Arnozan**

N° du CCAP : 24PI004

Centre Hospitalier Universitaire de Bordeaux
12 Rue Dubernat
33404 Talence CEDEX

SOMMAIRE

1 - Dispositions générales du contrat	4
1.1 - Objet du contrat	4
1.2 - Décomposition du contrat	4
1.3 - Réalisation de prestations similaires	Erreur ! Signet non défini.
2 - Pièces contractuelles	4
3 - Intervenants	4
3.1 - Le Titulaire	4
3.2 - Cotraitance	5
3.3 - Sous-traitance	5
4 - Confidentialité et mesures de sécurité	5
5 - Durée et délais d'exécution	5
5.1 - Durée du marché	5
5.2 - Délai d'exécution	5
5.3 - Délais d'exécution des tranches	6
6 - Prix	7
6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués	7
6.2 - Modalités de variation des prix	7
6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches	8
7 - Garanties Financières	8
8 - Avance	8
8.1 - Conditions de versement et de remboursement	8
8.2 - Garanties financières de l'avance	8
9 - Modalités de règlement des comptes	9
9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs	9
9.2 - Présentation des demandes de paiement	9
9.3 - Délai global de paiement	9
9.4 - Paiement des cotraitants	10
9.5 - Paiement des sous-traitants	10
10 - Conditions d'exécution des prestations	10
10.2 - Modifications techniques	11
11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle	11
12 - Constatation de l'exécution des prestations	11
12.1 - Vérifications	11
12.2 - Décision après vérification	11
13 - Garantie des prestations	11
14 - Pénalités	11
14.1 - Pénalités de retard	12
14.2 - Autres pénalités spécifiques	12
15 - Obligation du Titulaire	12
15.1 - Relatives à l'objet du marché	12
15.2 - Relatives à la composition de son équipe	12
15.3 - Relatives aux changements affectant le titulaire	13
16 - Assurances	13
17 - Résiliation du contrat	13
17.1 - Résiliation pour travail dissimulé	13
17.2 - Conditions de résiliation	13
17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire	13
18 - Règlement des litiges et langues	14
19 - Clauses complémentaires	14

20 - Dérogations14

1 - Dispositions générales du contrat

1.1 - Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :
Les prestations d'ATMO Marche global sectoriel pour la création du futur pôle de Médecine et Chirurgie Buccodentaire sur le site de Xavier Arnozan

1.2 - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots. Les prestations sont réparties en 2 tranches (1 tranche ferme et 1 tranches optionnelles) :

Tranche(s)	Désignation
TF	Suivi des Etudes (de la notification du marché de conception/réalisation à l'OS de démarrage des travaux)
TO 001	Suivi des Travaux (de l'OS de démarrage des travaux à la fin de garantie de parfait achèvement)

Le montant de l'enveloppe financière prévisionnelle affectée par le maître de l'ouvrage pour le marché global sectoriel est de : 15 000 000 € HT.

2 - Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes :
 - Annexe 1: le cas échéant : Désignation des cotraitants et répartition des prestations entre cotraitants ;
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe
 - Annexe 1: "Convention interchange EDIFLEX"
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP)
 - Annexe 1: Programme technique détaillé (3 tomes) ;
 - Annexe 2: Cahier des charges BIM.
- La décomposition du prix global forfaitaire (DPGF)

Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021

- Le mémoire justificatif des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution du contrat

Les quantités indiquées dans la DPGF n'ont de valeur contractuelle, le prix du marché étant global et forfaitaire.

3 - Intervenants

3.1 - Le Titulaire

Le Titulaire désigne nommément, dès la notification du marché, la personne qui assure la conduite des prestations.

De cette personne dépend essentiellement la bonne exécution des prestations. A ce titre, le Titulaire doit se conformer à l'article 3.4 du CCAG-PI.

Le Titulaire est tenu d'exécuter personnellement et en toute indépendance la mission qui lui est confiée.

Il respecte la composition de l'équipe telle que définie dans son mémoire technique.

3.2 - Cotraitance

En cas de groupement conjoint, le mandataire sera obligatoirement solidaire.

3.3 - Sous-traitance

Le Titulaire peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché public sous réserve du respect des dispositions de la loi du 31 janvier 1975 relative à la sous-traitance dûment modifiée par la loi n°2001-168 du 11 décembre 2001 (loi MURCEF).

Le Titulaire qui désire sous-traiter une partie de son marché doit préalablement demander l'agrément du sous-traitant et de ses conditions de paiement au maître d'ouvrage, et ce avant tout commencement d'exécution.

A ce titre, il devra fournir les pièces suivantes : acte spécial de sous-traitance (DC4), formulaire DC2 (déclaration du sous-traitant), attestations fiscales et sociales.

La maîtrise d'ouvrage pourra alors en cas d'accord accepter le sous-traitant proposé et agréer ses conditions de paiement par un acte spécial annexé au présent marché public.

4 - Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-PI.

Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG-PI.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

5 - Durée et délais d'exécution

5.1 - Durée du marché

Le marché est conclu pour une durée de validité allant de sa date de notification au titulaire jusqu'à l'admission sans réserve des prestations.

5.2 - Délai d'exécution

Le délai prévisionnel d'exécution du présent marché est de 34 mois.

Il est lié aux délais prévisionnels :

- Du marché global de 34 mois décomposé comme suit :
 - La conception est de 6,5 mois à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant le démarrage des prestations de conception ;
 - La réalisation est de 15,5 mois à compter de la notification de l'ordre de service prescrivant les travaux de construction ;
 - La période de garantie de parfait achèvement d'une durée de 12 mois à compter de la réception des ouvrages.

L'exécution des prestations débute à compter de la date fixée par ordre de service.

Les modalités de prolongation des délais sont les suivantes :

Les modalités de prolongation du délai d'exécution sont prévues à l'article 13.3 du CCAG PI de 2021.

Un ordre de service est émis au titulaire pour le démarrage de chaque tranche.

Chacune des missions feront l'objet de l'élaboration de la part du titulaire de divers livrables, pour lesquels les délais de transmissions sont indiqués distinctement dans le tableau ci-après

Livrables	Point de départ du délai	Délai (jours ouvrés)
Rapports, analyse notices, notes, documents, avis, préparations de réunion	Date de réception du dossier complet ou sur demande de la MOA	15 jours
Mises à jour des documents	Date de réception du dossier complet ou sur demande de la MOA	5 jours
Avis sur documents EXE	Date de réception du dossier complet ou sur demande de la MOA	10 jours
Réponse aux questions du groupement	Date de la réception de la question	7 jours
Ordre du jour des réunions	Date avant la réunion	1 jours
Comptes rendus des réunions, visites	Date de la réunion considérée	3 jours
Reporting à la MOA	Sur demande de la MOA	Tous les mois
Bilan financier	Sur demande de la MOA	Tous les mois
Fiche modificative	Sur demande de la MOA	7 jours
Ordre de service et courriers	Sur demande de la MOA	3 jours
Acte de sous-traitance	Date de réception du dossier complet	10 jours
Mémoire en réclamation, projets d'avenants	Date de réception du dossier complet ou sur demande de la MOA	15 jours
PV des OPR	Jour des OPR	Sur le champ
PV de réception	A compter de la date du PV d'OPR	20 jours

5.3 - Délais d'exécution des tranches

Le délai d'exécution de chaque tranche court à compter de la date fixée par l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution des prestations pour s'achever à la date de validation du livrable par le maître d'ouvrage.

Il comprend alors les étapes suivantes : Production des livrables, Validation des livrables, Reprise des livrables par le titulaire (le cas échéant).

Dans le tableau ci-dessous, seuls les délais relatifs à la production des livrables et à la reprise des livrables par le titulaire sont donnés à titre indicatif. Les autres délais (date de début, délai de validation des livrables et date de fin) sont intangibles.

Tranche(s)	Date de début	Délai indicatif de la tranche	Délai indicatif de production des livrables	Délai de validation des livrables	Délai indicatif de reprise des livrables par le titulaire (le cas échéant)	Date de fin
TF : Suivi des Etudes (de la notification du marché global et sectoriel à l'OS de démarrage des travaux)	Date fixée par l'ordre de service	6.5 mois	1 à 2 semaines à compter de la remise des dossiers d'étude	2 semaines	1 semaine	Date de validation du livrable par le maître d'ouvrage
TO 001 : Suivi des Travaux (de l'OS de démarrage des travaux à la fin de garantie de parfait achèvement)	Date fixée par l'ordre de service affermissant la tranche	15.5 mois + 12 mois de GPA	1 semaine	1 semaine	3 jours	Date de validation du livrable par le maître d'ouvrage

Le délai limite de notification de l'ordre de service prescrivant de commencer l'exécution d'une tranche optionnelle est fixé à 2 semaines minimum avant la fin de l'exécution de la tranche précédente.

L'ordre de service notifié au titulaire et valant affermissement de la tranche optionnelle indique au moment de sa notification la date prévue pour le démarrage de son exécution.

6 - Prix

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations sont réglées par un prix global forfaitaire par tranche, selon les stipulations de l'acte d'engagement.

Ce prix comprend toutes les prestations et interventions nécessaires jusqu'à l'achèvement de la mission. Il comprend notamment toutes les charges fiscales ou autres, frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4 du CCAG PI de 2021, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations sont à la charge du titulaire.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le titulaire s'engage à ne percevoir aucune rémunération d'intervenant autre que la maîtrise de l'ouvrage au titre de la présente opération.

6.2 - Modalités de variation des prix

La date d'établissement des prix est la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre. Cette date permet de définir le "mois zéro". Les prix sont fermes.

Les prix sont actualisables si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le soumissionnaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations; par application aux prix de chaque tranche d'un coefficient C_n donné par la formule :

$$C_n = (ING(d-3) / ING(o))$$

Selon les dispositions suivantes :

- C_n : coefficient d'actualisation.
- d : mois de début d'exécution des prestations.
- Index (d -nombre de mois de décalage) : valeur de l'index de référence au mois d diminué du nombre de mois de décalage (sous réserve que le mois d du début d'exécution des prestations soit postérieur au mois zéro augmenté du nombre de mois de décalage).
- Index (o) : valeur de l'index de référence au mois zéro.

Lorsqu'une actualisation est effectuée provisoirement en utilisant une valeur d'index antérieure à celle qui doit être appliquée, l'actualisation définitive, calculée sur la base de la valeur finale de l'index correspondant, intervient au plus tard trois mois après la publication de cette valeur.

L'index de référence, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'index ING « Index divers dans la construction - Ingénierie - Base 2010 ».

6.3 - Dispositions spécifiques aux tranches

Les prix sont établis sans rabais ni indemnité de dédit.

7 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

8 - Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B du CCAG - Prestations Intellectuelles.

8.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire lorsque le montant initial de la tranche affermie est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, sauf indication contraire de l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 10,0 % du montant initial, toutes taxes comprises, de la tranche affermie, si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 10,0 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,0 % du montant toutes taxes comprises de la tranche affermie. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,0 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

8.2 - Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

9 - Modalités de règlement des comptes

9.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-PI.

La rémunération se fera sur la base d'acomptes mensuels au fur et à mesure de l'avancée des prestations telles que définies dans le présent marché.

9.2 - Présentation des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Ediflex. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Informations à utiliser pour la facturation électronique

- Identifiant de la structure publique (SIRET) : 26330582300019

9.3 - Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 50 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

Le délai de paiement peut être suspendu par l'ordonnateur quand les pièces justificatives ne sont pas produites dans les délais impartis, ou en cas de litige notifié au titulaire sur les sommes dues.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

9.4 - Paiement des cotraitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

9.5 - Paiement des sous-traitants

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur, dans les conditions des articles L. 2193-10 à L. 2193-14 et R. 2193-10 à R. 2193-16 du Code de la commande publique. Conformément à la réglementation, sans validation du titulaire sous un délai de 15 jours, la demande de paiement est considérée comme validée.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également valider la demande de paiement.

10 - Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Notification par le biais du profil d'acheteur

La notification d'une décision, observation ou information faisant courir un délai peut être effectuée par le biais du profil d'acheteur, conformément aux dispositions de l'article 3.1 du CCAG-PI.

Processus de remplacement d'une personne nommément désignée

Lorsque le titulaire s'engage sur l'intervention d'une personne physique, nommément désignée, et que cette personne n'est plus en mesure d'intervenir, son remplacement est effectué dans les conditions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI (dérogation au délai).

L'acheteur est informé sans délai de cet empêchement, et le titulaire propose un remplaçant dans un délai de 15 jours à compter de la date d'envoi de cette information, par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI.

Par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG PI de 2021, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de refuser le remplaçant proposé par une décision motivée, le cas échéant le titulaire dispose d'un délai supplémentaire de 10 jours à compter de la notification de cette décision pour proposer un autre remplaçant.

Remplacement à l'initiative du maître d'ouvrage :

Dans les cas suivant :

- insuffisance avérée de la personne sur l'un des domaines de compétences fondamentaux de l'AMO, sur décision motivée du pouvoir adjudicateur
- comportement incompatible avec l'organisation d'une coordination efficace de l'ensemble des intervenants, sur décision motivée du pouvoir adjudicateur

Le maître d'ouvrage pourra demander au titulaire le remplacement de la personne déficiente selon les modalités stipulées ci-dessus.

10.1 - Modifications techniques

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant, sous réserve des dispositions des articles R.2194-1 à R.2194-9 du Code de la commande publique.

11 - Droit de propriété industrielle et intellectuelle

Par dérogation à l'article 35 du CCAG-PI, les résultats réalisés dans le cadre du marché font l'objet d'une cession à titre exclusif au profit du pouvoir adjudicateur dans le respect des droits moraux de l'auteur.

12 - Constatation de l'exécution des prestations

12.1 - Vérifications

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

Les vérifications sont effectuées par l'acheteur selon les délais stipulés à l'article 5.2 du présent CCAP (délai de validation). Les opérations de vérification sont effectuées à l'issue de la réalisation de chaque tranche.

Par dérogation à l'article 28.3 du CCAG PI, le point de départ pour les opérations de vérification est la réception du livrable par le maître d'ouvrage.

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG PI, l'acheteur n'informe pas le titulaire des jours et heures fixés pour ces vérifications.

12.2 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions suivantes :

Par dérogation à l'article 29 du CCAG PI, si l'acheteur ne notifie pas sa décision dans le délai mentionné à l'article 5.3 du présent CCAP, les prestations sont considérées comme admises, avec effet à compter de l'expiration du délai.

Par dérogation à l'article 29.2.1 du CCAG PI, lorsque l'acheteur estime que des prestations ne peuvent être admises que moyennant certaines mises au point, il peut décider d'ajourner l'admission des prestations par une décision motivée. Cette décision invite le titulaire à présenter à nouveau à l'acheteur, les prestations mises au point, dans les délais stipulés à l'article 5.3 du présent CCAP (délai de reprise des livrables).

Le titulaire doit faire connaître son acceptation dans un délai de deux jours, à compter de la notification de la décision d'ajournement. En cas de refus du titulaire ou de silence gardé par lui durant ce délai, l'acheteur a le choix de prononcer l'admission des prestations avec réfaction ou de les rejeter.

13 - Garantie des prestations

Aucune garantie n'est prévue.

14 - Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-PI, il n'est prévu aucune exonération à l'application des pénalités de retard.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG PI, le montant total des pénalités de retard n'est pas plafonné.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI, les pénalités de retard sont appliquées sans mise en demeure préalable du titulaire.

14.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard, une pénalité fixée à 100,00 €.

14.2 - Autres pénalités spécifiques

Pénalités	Occurrence	Valeurs	Précisions
Non remise des livrables dans les délais	Journalière	100,00 €	Pénalité journalière pour retard dans la remise des livrables
Absence non justifiée et non excusée au moins 48h à l'avance ,aux réunions	Forfaitaire	200,00 €	Pénalité forfaitaire par réunion, pour absence non justifiée et non excusée au moins 48h à l'avance
Non remise des comptes rendus de réunion dans le délai imparti de 3 jours	Journalière	100,00 €	Pénalité journalière pour retard dans la remise des livrables

15 - Obligation du Titulaire

15.1 - Relatives à l'objet du marché

Le Titulaire apporte son conseil et son assistance au Maître d'Ouvrage, pour toutes questions et problèmes afférents aux prestations relevant du présent marché.

Le Titulaire s'engage et est réputé avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des prestations et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leur particularité.

En conséquence, le titulaire ne peut :

- se prévaloir postérieurement à son engagement d'une connaissance insuffisante des prestations à exécuter ;
- justifier une demande quelconque de suppléments de prix du fait de sa connaissance insuffisante des prestations à exécuter.

15.2 - Relatives à la composition de son équipe

Le Titulaire s'engage à remplacer, dans les plus brefs délais, tout membre de l'équipe chargé de l'exécution du présent marché qui viendrait à être défaillant. Le remplaçant proposé doit avoir un niveau au moins égal à celui auquel il succède et aucun remplacement ne pourra donner lieu à un changement du prix des prestations.

Tout changement dans l'équipe est soumis pour approbation au maître d'ouvrage, préalablement à toutes interventions.

A ce titre, obligation est faite au titulaire de désigner un remplaçant et d'en communiquer le nom et les titres au maître d'ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la date d'envoi de la demande de changement dans l'équipe.

Le remplaçant est considéré comme accepté si le maître d'ouvrage ne le récuse pas dans un délai de deux mois à compter de la réception de la communication.

Si le maître d'ouvrage récuse le remplaçant, le titulaire dispose de trois jours pour désigner un autre remplaçant et en informer le maître d'ouvrage.

Le maître d'ouvrage pourra résilier le marché pour faute, sans indemnisation du titulaire et avec une mise en demeure préalable en cas de désapprobation de la nouvelle équipe dans sa totalité ou de l'une ou plusieurs personnes(s) seulement.

Le Titulaire est réputé connaître toutes les dispositions législatives réglementaires applicables aux prestations objet du présent marché.

Dans le cadre de sa mission de conseil vis à vis de la personne publique sur tous les aspects fonctionnels, techniques, méthodologiques et financiers, le Titulaire est tenu d'actualiser ses connaissances durant toute la durée du marché.

15.3 - Relatives aux changements affectant le titulaire

Le Titulaire est tenu de communiquer, sans délai et par écrit, au maître d'ouvrage tout changement ayant une incidence sur le statut de la société, y compris les changements d'intitulé du compte bancaire ou postal sur lequel sont effectués les paiements des sommes dues au titre du présent marché.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que le maître d'ouvrage ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison aux indications portées à l'acte d'engagement, du fait de modifications intervenues au sein de la société ou concernant le statut de la société et dont le maître d'ouvrage n'aurait pas eu connaissance.

16 - Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-PI, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

17 - Résiliation du contrat

17.1 - Résiliation pour travail dissimulé

Si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant du marché avant l'achèvement de celles-ci pour faute du titulaire conformément à l'article 17.2 du présent CCAP

17.2 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 27 et 36 à 42 du CCAG-PI.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

17.3 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

18 - Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal administratif de Bordeaux est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français.

19 - Clauses complémentaires

Confidentialité du titulaire :

Le titulaire est tenu conventionnellement au secret professionnel le plus absolu sur toutes les informations auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter les dispositions par son personnel, et celui de ses cotraitants et sous-traitants éventuels.

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils confiés par le Maître d'ouvrage.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts du Maître d'ouvrage, s'engage à ce que toutes les informations et savoir-faire transmis par cette dernière ne pourront être ni utilisés, ni publiés, ni communiqués par elle, par quelque moyen, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit de la Maîtrise d'ouvrage. La méconnaissance de cette obligation obligerait le titulaire à en courir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire ou toute technique, relatifs à l'activité de la Maîtrise d'ouvrage qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soin que s'il s'agissait de données relatives à ses propres affaires.

Les personnes physiques chargés de l'exécution de la mission devront signer un engagement de confidentialité lors de la notification du marché, et en cas de nouvelle personne physique affectée à la mission.

Obligations du titulaire :

Le titulaire s'engage à réaliser les prestations de la mission conformément aux normes, décrets et textes en vigueur à la date de réalisation de leur étude.

Avant tout commencement d'exécution du marché, le titulaire doit avoir souscrit toutes les assurances civiles et professionnelles utiles dans le cadre de l'exécution des prestations du marché.

20 - Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 11 du CCAP déroge à l'article 35 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCAP déroge à l'article 28 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.2 du CCAP déroge à l'article 29 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles

- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.2 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14.1.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 3.4.3 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.1 du CCAP déroge aux articles 28.3 et 28.5 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 12.2 du CCAP déroge aux articles 29 et 29.2.1 du CCAG - Prestations Intellectuelles
- L'article 17.2 du CCAP déroge aux articles 36 et 40 du CCAG - Prestations Intellectuelles